

Avant-propos

Avec une dette publique qui atteint 123 % du PIB, la santé financière de l'État grec inquiète. Quel remède lui administrer ? Certains plaident pour une baisse des dépenses publiques ; d'autres pour une augmentation des rentrées fiscales... Vaut-il mieux réduire les services au citoyen ou le faire contribuer davantage au budget de l'État ? Au départ de la tragédie grecque, Jacques Lambotte, formateur au Cefoc, avance avec nuance la piste de l'augmentation de l'impôt pour sortir de la « crise ». Tout en s'attachant à ses effets secondaires controversés (quelle légitimité pour l'impôt ? Quelle équité sociale ?). Augmenter l'impôt : un antidote audacieux pour une finance fiévreuse ?

Introduction

Le déficit des finances publiques de tous nos États inquiète. Et tout spécialement les personnes et organismes qui, comme le Cefoc, sont soucieux de justice sociale. Car souvent, dans ces situations, le remède du docteur miracle FMI est de « sabrer » dans les budgets de santé et d'éducation. Mais il y a d'autres aspects que ces questions de justice. Dans le cadre de nos sociétés capitalistes, les acteurs privés veulent réaliser des bénéfices. Et ils ont besoin pour ce faire de toujours plus d'infrastructures de qualité (routes, réseaux électriques, télécommunications...), de sécurité juridique et physique, d'une main-d'œuvre de mieux en mieux formée et en bonne santé... sans quoi ils partiront. Avec dans leurs bagages le peu de justice que leur démocratie avait fait miroiter.

Pour les États endettés, l'objectif d'augmenter les impôts est une hypothèse envisageable. Est-ce possible, alors que partout l'on entend que ceux-ci ont déjà atteint des taux faramineux ? Pour l'instant, on débat en France du fameux « bouclier fiscal »¹, arme destinée à faire payer par les moins nantis les impôts que les riches refusent de payer. Pourtant, il nous semble justement que, dans des circonstances d'endettement important, la piste de l'augmentation de l'impôt est intéressante à condition de bien la baliser. Nous allons nous employer à le montrer. Et comme les difficultés budgétaires grecques font l'actualité, c'est au départ de la situation de la Grèce que nous allons réfléchir. Cette même situation grecque nous apprendra à ne pas absolutiser la piste « impôt » : le capitalisme financier domine nos sociétés et transforme les États en « pompiers » chargés d'éteindre les incendies provoqués par la planète Finances !

Il faut changer !

C'est ainsi que le journal *Le Monde* du 14 janvier dernier rapportait les mots de Georges Papandréou, premier ministre grec : « *C'est maintenant ou jamais, il faut tout changer pour remettre l'économie sur les rails [...] les conditions actuelles ne permettent aucun report des réformes radicales* ». C'est que le déficit public grec est de 12,7 % du produit intérieur brut (PIB) et que le total de la dette publique atteint 123 % de ce même PIB... Excusez du peu !

Devant une telle situation, il n'y a, en principe, que trois solutions. **Continuer à s'endetter** en espérant une reprise économique, ce serait un peu croire au Père Noël : en échange de ses emprunts, un gouvernement émet des titres de la dette publique. Plus la dette augmente, plus la valeur de ces titres diminue, et plus le taux d'intérêt des prêts s'élève. La France et l'Allemagne, en meilleure santé financière, trouvent aujourd'hui de l'argent à 2 ou 3 %. La Grèce, elle, n'en trouve pas à moins de 9 % !

1 Mécanisme fiscal qui consiste à fixer un taux d'impôt maximal par ménage.

Pourtant, certains proposent un autre regard. Parlant de la Grèce, Paul Krugman, Prix Nobel d'Économie, s'insurge contre ce qu'il appelle « l'hystérie de la dette »². Pour lui, seule une relance massive de l'emploi dans l'économie officielle (il y a beaucoup d'emplois en Grèce... dans l'économie parallèle !) peut permettre de renflouer par l'imposition les finances publiques. Et de citer d'autres dettes publiques : Japon (197 %), Italie (127 %), USA (60 %), France (92 %) et Allemagne (82 %). Déficit importants, mais sur lesquels, pour l'instant (?) la finance internationale ne spéculé pas ! Paul Jorion, lui, va plus loin : « *La dette ? Ce n'est pas un boulet mais un prétexte* »³.

Une autre solution est de **réduire les dépenses**. La tendance est aujourd'hui de tailler à la hache dans les fonctions et services publics, seuls postes permettant de réduire le déficit public à 3 % d'ici fin 2012. En Grèce ou ailleurs, on n'arrivera par là qu'à rompre le fragile équilibre économique et à replonger l'activité dans le marasme. En effet, pour que les acteurs privés continuent à réaliser du profit, ils doivent pouvoir compter sur toujours plus d'infrastructures de qualité (routes, télécommunications...), de sécurité physique et juridique, d'une main d'œuvre bien formée et en bonne santé. Et on ne peut proposer un tel environnement qu'en développant l'intervention publique. Comme Paul Krugman le laisse entendre, il n'y a que l'État qui puisse investir dans une relance massive de l'activité : ce qui implique de facto de ne pas réduire les dépenses publiques. Et quand la « machine » sera relancée l'État récupérera sa mise par une fiscalité juste et efficace⁴.

La seule solution, prétendent le gouvernement grec et sa « clientèle », pour freiner l'endettement est d'**augmenter les rentrées fiscales**. Il y a deux façons de le faire : lutter contre la fraude fiscale et augmenter la pression fiscale globale. On entend souvent dire que ces deux dynamiques sont liées : augmenter les impôts « légitimerait » l'évasion fiscale au titre que l'État est un prédateur dont il faudrait se protéger.

Certains chiffres semblent donner raison à cette interprétation : selon l'hebdomadaire *Télé Moustique* du 16 mai 2009, la pression fiscale est importante en Belgique (44,6 % du PIB) et la fraude fiscale y est très élevée (dix milliards d'euros échapperaient chaque année au fisc belge). Pourtant, si l'on compare ces chiffres avec ceux d'autres pays, le raisonnement ne tient plus. La pression fiscale globale est encore plus importante au Danemark (49,1 %). Les Nordiques devraient donc être les champions du monde de la fraude fiscale. Or, ce n'est pas le cas ! Selon un expatrié belge au Danemark, cité par le même hebdomadaire, la pression fiscale est relativement bien acceptée... parce que les Danois constatent tous les jours que leurs impôts servent à quelque chose : une sécurité sociale très généreuse et une politique de l'emploi efficace.

Il faut ici ouvrir une parenthèse. Lors d'un débat au Bundestag, un député a appelé à refuser toute aide à la Grèce : Comme ont l'air de le penser certains journalistes allemands, ce ne serait pas en lui donnant de l'alcool que l'on peut soigner un alcoolique. Cette image laisse entendre que les Grecs auraient tous vécu au-delà de leurs moyens et qu'il y aurait donc lieu de leur imposer une drastique cure d'amaigrissement. Ce député, classé « libéral », a sans doute tout intérêt à ne pas « voir » que la situation économique actuelle en Grèce est due à des politiques inefficaces et à une grande « crise » (il faudrait un jour s'expliquer sur ce terme de « crise »...) du capitalisme mondial touchant encore davantage les petits pays. Quelques chiffres ? L'impôt sur les sociétés installées en Grèce est un des plus bas d'Europe (25 %). Au Royaume Uni, il est de 28 %, en France de 33 % et en Belgique de 34 %. Serait-ce un objectif utopique d'augmenter cet impôt grec ? Les compagnies de transport maritime grecques, qui représentent plus de 15 % de la flotte mondiale, ne sont, jusqu'à présent, pas obligées de payer les impôts en Grèce. Selon Gabriel Colletis, professeur d'Économie à l'Université de Toulouse, cela s'explique par le fait du clientélisme politique des gouvernements successifs : on n'écrase pas ses amis par une imposition trop exigeante ! L'Église Orthodoxe ? Elle payait

2 Gabriel COLLETIS, *Grèce, 4 raisons de refuser l'austérité*, <http://www.mediapart.fr/club/blog/gabriel-colletis>

3 Ibid.

4 Ibid.

jusqu'à présent un impôt misérable et a déjà affirmé qu'elle n'entendait pas payer pour les fautes des autres. Depuis, le gouvernement a décidé d'augmenter son taux d'imposition.

Tout ce qui précède montre bien que le taux de l'impôt n'est pas le seul élément à prendre en considération. Une succession de scandales financiers, par exemple, ne permet pas au citoyen de regarder son impôt comme une « contribution » au bien de tous mais l'amène plutôt à le considérer comme un vol. Joseph Heat, philosophe à l'Université de Toronto, rapporte une anecdote amusante : « *En recevant sa facture d'entretien automobile, une femme qui me précédait demande au mécanicien à combien se montent les taxes. Combien ces « salauds » l'ont-ils volée. Une conversation s'engage alors, vite interrompue par la femme qui devait prendre son poste d'infirmière à l'hôpital voisin. Attendez, ai-je dit. Vous êtes infirmière ? Dans un hôpital public ? Ces « salauds » ont besoin d'argent pour payer votre salaire... Comment pouvez-vous vous plaindre ? C'est un peu comme si Tom Cruise se plaignait du prix des billets de cinéma !* »⁵

L'exemple de la Grèce va dans le même sens. La fraude fiscale y est très importante alors que les Grecs paient moins d'impôts et de taxes que la moyenne des Européens. Mais le pays est « neuf », il sort d'une longue dictature et ne connaît pas ce que nous appelons « l'État providence ». Il compte une grande proportion de travailleurs indépendants, peu de salariés, une prépondérance des services et activités offshore⁶. Bref, tout ce qu'il faut pour assurer une très faible légitimité à l'État et induire une « économie grise » qui représenterait 60 % du PIB.

Le gouvernement de George Papandréou aura donc fort à faire pour enrayer la fraude et donner une légitimité à des hausses d'impôts. Donner une légitimité à l'impôt tout court... Une des mesures décidées est d'inciter les Grecs, déduction d'impôt à l'appui, à exiger un reçu de leurs avocats et médecins : ceux des quartiers chics d'Athènes déclarent moins de 3 000 euros de revenus mensuels ! De ce point de vue, la Grèce pourrait peut-être devenir le laboratoire fiscal de l'Europe ?

Jacques Lambotte,
formateur permanent au Cefoc

5 Joseph HEATH, *L'économie sans tabous. Petit traité à l'usage des détracteurs du capitalisme*, (Coll. Naïve débats), Paris, Naïve, 2010, pp. 121-122.

6 Le offshore, par définition, permet d'établir une distance entre le cœur d'une société ou le nom d'un titulaire et ses activités. Il s'agit par conséquent d'une garantie de confidentialité et de discrétion.

Pour aller plus loin

Jean-Yves CAPUL, « impôts » dans *Dictionnaire d'Économie et de Sciences Sociales*, Paris, Hatier, 2008.

Gabriel COLLETIS, *Grèce, 4 raisons de refuser l'austérité*,
<http://www.mediapart.fr/club/blog/gabriel-colletis>

Gabriel COLLETIS, *En Grèce comme ailleurs : l'alibi de la dette ?*,
<http://www.mediapart.fr/node/75488>

Guillaume DUVAL, « Pourquoi les riches doivent payer plus » dans *Alternatives économiques*, n° 284, octobre 2009, pp. 7-12.

Pascal DE GENDT et Jean-Laurent VAN LINT, « Les impôts c'est trop injuste » dans *Télé Moustique*, 16 novembre 2009, pp. 6-10.

Joseph HEATH, *L'économie sans tabous. Petit traité à l'usage des détracteurs du capitalisme*, (Coll. Naïve débats), Paris, Naïve, 2010.

Pour réfléchir et travailler ce texte en groupe

1. Regards sur l'expérience personnelle et en groupe :

Citer une expérience personnelle de discussion sur l'impôt. Quels étaient les arguments en présence ?

2. Lecture du texte

3. Réactions :

- a. Qu'est-ce qui vous frappe dans ce texte ?
- b. Quels nouveaux éclairages apporte-t-il à la situation exprimée au départ ? Quelle nouvelle compréhension du rôle de l'impôt ?
- c. Que trouvez-vous important de retenir pour votre vie et votre recherche, pour vos engagements et vos pratiques ?